

Regards sur le niveau des salaires en France

Les salaires en France, et notamment le SMIC, sont-ils suffisants pour « bien vivre » ? Les salariés sont-ils prêts à accepter des baisses de salaire ou à se mobiliser pour obtenir des augmentations ?

Enquête réalisée en ligne entre du 2 au 5 octobre 2015. Echantillon de 2098 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. Méthode des quotas et redressement appliqués aux variables suivantes : sexe, âge, catégorie socioprofessionnelle, secteur d'activité et région d'habitation de l'interviewé(e).

*_**

A la demande de *l'Humanité Dimanche*, Harris Interactive a interrogé les Français, et notamment les salariés, sur **leur perception du niveau des salaires en France et de leur propre rémunération** : alors que l'INSEE a annoncé en septembre dernier que le salaire net moyen des Français avait baissé en 2013 compte tenu de l'inflation, les salariés ont-ils le sentiment que le SMIC ou leur propre salaire sont suffisants pour « bien vivre » ? De quelle somme supplémentaire auraient-ils besoin chaque mois pour avoir le sentiment de vivre correctement ? Les écarts de salaires dans les entreprises françaises sont-ils perçus comme trop importants ? Et les dirigeants d'entreprise comme ayant les moyens d'augmenter les salaires ? Enfin, que seraient prêts à faire les salariés pour voir leur salaire augmenter ou à quelles conditions seraient-ils susceptibles d'accepter une contraction de leur rémunération ?

Que retenir de cette enquête ?

- **59% des salariés français considèrent que leur salaire net mensuel n'est pas suffisant pour « bien vivre ».** Ce sentiment décroît au fur et à mesure que le salaire perçu augmente, 90% des personnes touchant moins de 1000€ nets par mois ayant cette impression contre 11% des personnes touchant plus de 3000€ nets mensuels. Pour « bien vivre », **les salariés considèrent en moyenne qu'il faudrait augmenter leur salaire de 589€ par mois.** Ce souhait fait écho à la perception d'une baisse du pouvoir d'achat, près de 2/3 des salariés (64%) ayant le sentiment d'avoir perdu du pouvoir d'achat.
- **Les salariés (88%),** comme les autres catégories de Français, **jugent quasi-unaniment que le SMIC n'est actuellement pas suffisant pour « bien vivre ».** Selon eux, le salaire minimum pour un emploi à temps plein

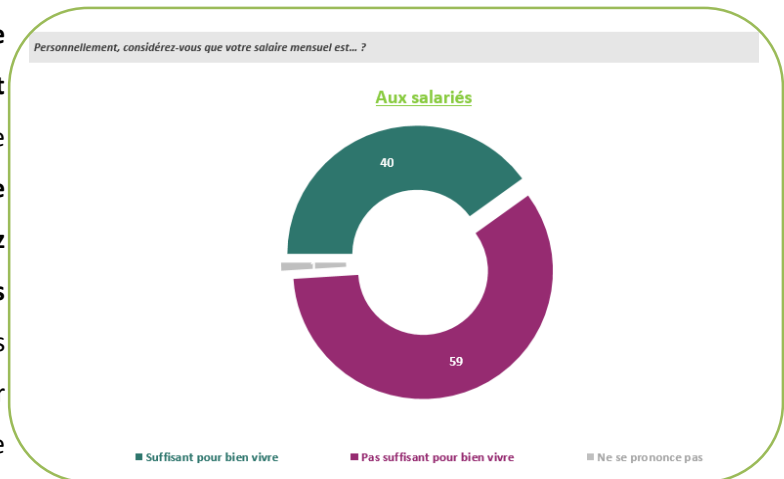
devrait plutôt se situer en moyenne aux alentours de 1 392€ pour les salariés, et même 1 426€ pour l'ensemble des Français, contre 1 135,99€ nets mensuels aujourd'hui.

- D'après une large majorité de salariés, **les écarts de rémunération entre les différents salariés sont aujourd'hui trop importants dans les grandes entreprises** (83%). Les avis sont plus partagés lorsqu'il est question des PME, 50% estimant que les écarts de salaires y sont trop importants. 31% des salariés estiment également que cela est le cas dans les TPE. Les proportions relevées parmi l'ensemble de la population française sont quasi-identiques.
- Pour les salariés comme pour les Français, il s'agit d'une situation révoicable, puisque **83% estiment que les dirigeants des grandes entreprises ont certainement ou probablement les moyens d'augmenter les salaires**. 54% affirment que cela est également le cas des dirigeants de PME et 25% celui des dirigeants de TPE.
- Interrogés sur la situation de leur entreprise en particulier, **60% des salariés estiment qu'elle abrite de trop grands écarts de rémunération, 67% considérant en outre que leur dirigeant pourrait augmenter les salaires**. Les salariés des grandes entreprises répondent davantage à l'affirmative sur ces deux points.
- **Pour voir leur salaire augmenter**, 2/3 des salariés français indiquent qu'ils seraient prêts à signer une pétition mais **moins d'un sur deux indiquent qu'ils pourraient aujourd'hui dans cette optique organiser une manifestation sur leur lieu de travail** (46%, dont 17% certainement), **faire grève** (46%, dont 17%), **ou adhérer à un syndicat** (42%, dont 18%).
- **Aucune des raisons avancées pour justifier une baisse de salaire n'est acceptée par une majorité des salariés** : 45% indiquent aujourd'hui qu'ils pourraient certainement ou probablement accepter une diminution de leur rémunération pour éviter d'être licencié et 35% pour éviter que d'autres membres de leur entreprise ne le soient. Enfin, 29% seraient prêts à être moins payés pour trouver un emploi dans une autre entreprise. Si les cadres sont plus susceptibles d'accepter ces perspectives de salaires à la baisse, à l'inverse, les membres des catégories populaires sont plus nombreux à se déclarer au contraire prêts à se mobiliser pour voir leur salaire évoluer à la hausse.

Dans le détail.

Les salariés jugent majoritairement leur salaire insuffisant pour « bien vivre » et aimeraient dans cet objectif le voir augmenter de 589€ en moyenne

59% des salariés interrogés considèrent que leur salaire mensuel net n'est pas suffisant pour « bien vivre », quand 40% estiment le contraire. **Les plus nombreux à éprouver ce sentiment d'un salaire insuffisant sont assez logiquement les personnes touchant les salaires les plus faibles :** ainsi, 90% des salariés qui sont rémunérés moins de 1000€ nets par mois mais aussi 77% de ceux qui gagnent entre 1000 et 1500€ mensuels partagent cette



impression. Ce sentiment est encore majoritaire chez les personnes gagnant entre 1500 et 2000€ par mois (55%), mais ne concerne plus qu'un tiers de ceux gagnant entre 2000 et 3000€ (32%) et un dixième de ceux percevant un salaire supérieur à 3000€ par mois (11%). Relevons dans ce cadre que les femmes (65%), les employés (71%) et plus encore les ouvriers (78%), ainsi que les électeurs de Marine Le Pen (78%) font part, plus que la moyenne, de ce sentiment.

Pour « bien vivre », les salariés ont dès lors le sentiment qu'il leur faudrait recevoir une rémunération plus importante. Seuls 6% déclarent qu'il n'est pas nécessaire d'augmenter leur salaire pour qu'ils puissent « bien vivre ». 16% citent un montant entre 1 et 200€, 25% un montant entre 201 et 400€, et un sur deux un montant supérieur à 400€. **En moyenne, les salariés indiquent donc qu'il leur faudrait 589€ en plus sur leur fiche de paie pour pouvoir vivre correctement.** Ce chiffre atteint même 676€ chez les hommes, 707€ chez les Franciliens et 749€ parmi ceux ayant les salaires les plus faibles. En revanche, les femmes (525€), les habitants de province (558€) et ceux touchant entre 1000 et 1500€ nets par mois (536€) sont un peu moins « exigeants », considérant néanmoins avoir besoin d'au moins 500€ supplémentaires pour « bien vivre ».

A cette perception d'un salaire trop faible s'ajoute le sentiment d'une dégradation de son pouvoir d'achat. **Ainsi 64% des salariés, et même 70% des Français, expriment le sentiment que leur pouvoir d'achat a baissé au cours des cinq dernières années.** A l'inverse, seuls 15% des salariés et 9% des Français estiment que leur pouvoir d'achat s'est accru. Dans le détail, on constate que les salariés de sexe féminin (68%), les salariés de 50 ans et plus (76%) et les ouvriers

(79%) sont encore plus susceptibles que la moyenne d'avoir ressenti une dégradation de leur pouvoir d'achat, sentiment également corrélé avec l'expression d'une proximité avec le Front National (85%).

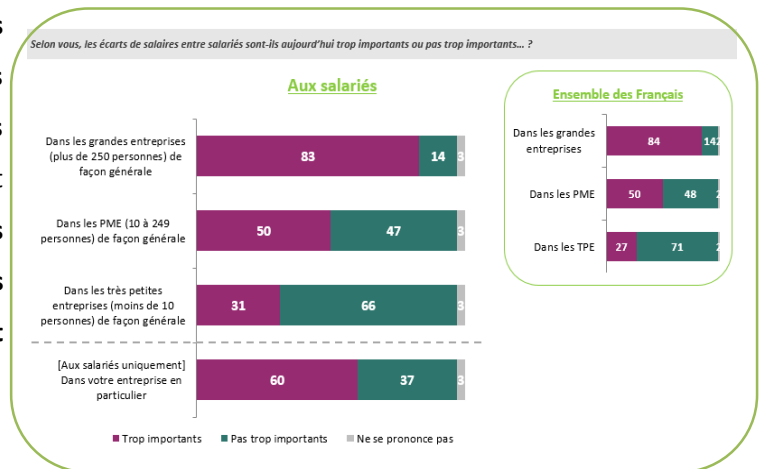
Le SMIC est très majoritairement jugé insuffisant pour « bien vivre » et les salariés comme les Français dans leur ensemble voudraient le voir porter au-delà de 1300€

Si une majorité de salariés considère son salaire insuffisant pour « bien vivre », ce constat est quasi-unanimement partagé lorsqu'il s'agit du SMIC. Ce dernier, établi aujourd'hui en France à 1 135,99€ nets mensuels pour un emploi à temps plein, est jugé suffisant pour « bien vivre » par seulement 10% des salariés et 12% des Français, les autres dénonçant un SMIC ne permettant pas de mener une existence satisfaisante. Toutes les catégories de population partagent majoritairement cette opinion, même si 20% des sympathisants de Droite jugent le SMIC suffisant pour « bien vivre ».

En moyenne, les salariés estiment qu'il faudrait le porter à 1 392€. Les Français dans leur ensemble placent même la barre à 1 426€. Rappelons qu'en 2012, le salaire net mensuel médian s'élevait à 1 730€ et le salaire net moyen à 2 154€. Les réponses les plus souvent données par les répondants s'établissent en effet soit entre 1300 et 1499€, soit entre 1500 et 1699€. Environ un cinquième des répondants donne un montant inférieur à 1 300€ et un dixième un montant égal ou supérieur à 1 700€. Relevons que les hommes (1 438€) donnent un montant supérieur à celui des femmes (1 359€), tout comme les Franciliens (1 458€) par rapport aux habitants de province (1 375€). De même, les sympathisants du Parti Socialiste (1 468€) souhaitent un SMIC plus élevé que les sympathisants des Républicains (1 299€).

Des écarts de salaire jugés trop importants et des augmentations possibles dans les grandes entreprises, mais moins dans les PME et TPE

Critiques sur leur niveau de rémunération et sur le SMIC, les salariés ont en outre le sentiment que les écarts entre les salaires sont souvent trop importants, notamment dans les grandes entreprises de façon générale, soit celles comptant plus de 250 collaborateurs. **83% des salariés y jugent les écarts de rémunération trop élevés. 50% sont du même avis concernant les PME (entre 10 et 249 salariés) et seulement 31% lorsqu'il s'agit des TPE (moins de 10 salariés).**



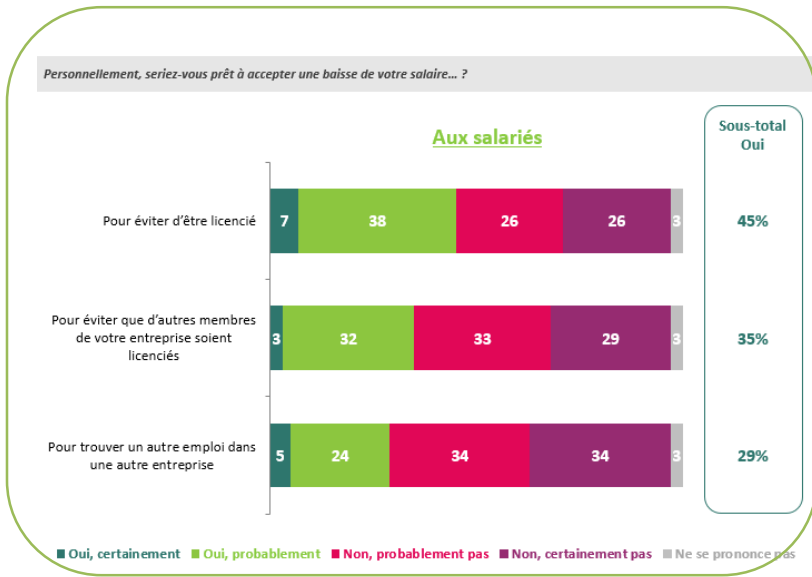
Interrogés sur les écarts de salaire au sein de leur propre entreprise, 73% des personnes employées dans une grande entreprise ont d'ailleurs le sentiment qu'ils sont trop importants, contre 32% des salariés de TPE et 48% des salariés d'entreprises comptant 10 à 49 collaborateurs. En moyenne, **60% des salariés jugent les écarts de salaires trop importants dans leur entreprise**. Relevons que les salariés touchant une rémunération comprise entre 1 500 et 2 000€ semblent plus sensibles aux écarts de salaire dans leur entreprise que ceux touchant moins de 1 000€ ou au contraire plus de 3 000 € (71% contre 46% et 48%). On note également que **les sympathisants d'extrême-gauche et de gauche sont plus nombreux à dénoncer des écarts trop importants que les sympathisants de droite**, bien que ces derniers soient également une majorité à le faire (67% contre 51%). Les Français partagent peu ou prou ces perceptions.

C'est au sein des grandes entreprises que les écarts de salaires sont jugés les plus graves mais également que les salariés considèrent le plus que les dirigeants disposent de marges de manœuvre pour augmenter les rémunérations. En effet, **83% d'entre eux estiment que les dirigeants des grandes entreprises ont les moyens d'augmenter les salaires**, dont 40% certainement. Les avis sont ici également plus partagés concernant les petites et moyennes entreprises : 54% des salariés interrogés défendent l'idée que les dirigeants pourraient y procéder à des augmentations de salaires, dont seulement 11% certainement. Seul un quart des répondants exprime l'opinion que les dirigeants de TPE pourraient également faire de même, dont 7% certainement. Les avis exprimés par les Français recourent également sur ce point ceux des salariés.

Notons que **67% des salariés interrogés estiment que leur dirigeant pourrait augmenter les salaires dans leur entreprise**, dont 31% certainement. **Les salariés évoluant dans une grande entreprise expriment plus que la moyenne**

opinion (78%), contrairement aux salariés des TPE (31%). Les ouvriers (78%) et les salariés de l'industrie (76%) figurent également parmi les plus nombreux à penser que leur dirigeant d'entreprise pourrait procéder à des réévaluations de salaires à la hausse.

Les salariés refusent en majorité d'envisager une baisse de leur salaire, même pour éviter des licenciements



Alors que 6 salariés sur 10 jugeaient leur salaire insuffisant pour « bien vivre », les salariés peinent à se projeter dans des situations qui les obligeraient à voir leur salaire baisser. En effet, **52% indiquent qu'ils ne seraient pas prêts à accepter une baisse de leur salaire pour éviter d'être licencié tandis que 45% déclarent qu'ils le pourraient.** Relevons que 26% des répondants refusent catégoriquement cette perspective tandis que seuls 7% se déclarent certainement prêts à l'accepter. Les cadres (59%), ceux

touchant plus de 3000€ par mois (57%), les sympathisants de droite (49%) et les personnes se sentant proches de la CFDT (56%) sont plus nombreux à déclarer pouvoir accepter cette population. A l'inverse, les membres des catégories populaires (40%), les salariés de TPE (32%) et ceux gagnant moins de 1000€ par mois (30%) et les proches de la CGT (32%) l'envisagent moins.

Les salariés français se déclarent encore moins prêts à consentir une baisse de leur salaire pour garantir l'emploi d'autres membres de leur entreprise (35%, dont 3% certainement) ou pour trouver un emploi ailleurs que dans leur entreprise actuelle (29%, dont 5% certainement). On observe de nouveau que les cadres mais aussi les salariés de PME de 10 à 49 salariés se montrent plus prêts à consentir un effort salarial pour poursuivre ces buts.

Mais les salariés ne sont pas non plus majoritairement prêts à se mobiliser pour voir leur salaire augmenter, sauf pour signer une pétition

Les salariés refusent donc majoritairement d'envisager une baisse de leur rémunération. **Pour la voir au contraire augmenter, 65% d'entre eux se disent prêts à signer une pétition** (dont 27% certainement). **Un peu moins d'un salarié sur deux peut ensuite envisager pour être augmenté d'organiser une manifestation sur son lieu de travail** (46%, dont 17% certainement), **de faire grève** (46%, dont 17%) ou **d'adhérer à un syndicat** (42%, dont 18%). Sur cette capacité de mobilisation, de véritables différences se font jour entre les membres des catégories populaires, les salariés du public, les sympathisants de Gauche et les salariés des grandes entreprises qui en général se déclarent davantage prêts à se mobiliser, et les cadres, les salariés du privé, les sympathisants de Droite et les salariés de TPE qui apparaissent moins revendicatifs sur cet aspect. Quant au niveau de salaire, ils influent également sur les réponses : les plus susceptibles de se déclarer prêts à ces différentes actions sont les salariés touchant entre 1500 et 2000€ par mois, tandis qu'au-delà de cette somme, le potentiel de mobilisation s'érode. En deçà, il est également moins prononcé.

*_**

Merci de noter que toute diffusion de ces résultats doit être accompagnée d'éléments techniques tels que : la méthode d'enquête, les dates de réalisation, le nom de l'institut – Harris Interactive –, la taille de l'échantillon.

A propos de Harris Interactive

Harris Interactive France est un acteur historique du marché des études.

Dirigé par ses fondateurs Nathalie Perrio-Combeaux et Patrick Van Bloeme, l'institut propose des approches innovantes, qualitatives et quantitatives, en France comme à l'international.

Animé par l'énergie de la passion, porté par l'innovation et convaincu que le marché est en pleine mutation, Harris Interactive accompagne ses clients face à leurs nouveaux challenges et repense avec eux le métier des études.

Depuis juillet 2014, Harris Interactive Europe (regroupant Harris Interactive France, Allemagne et UK) a rejoint ITWP permettant ainsi à ce groupe international d'étendre sa présence dans la filière études.

Suivez l'actualité de Harris Interactive sur www.harrisinteractive.fr, [Facebook](https://www.facebook.com/harrisinteractive), [Twitter](https://twitter.com/harrisinteractive) et [LinkedIn](https://www.linkedin.com/company/harrisinteractive).

Contacts Harris Interactive en France :

Laurence Lavernhe - 39 rue Crozatier - 75012 Paris - Tel: 01 44 87 60 94 - 01 44 87 60 30 - llavernhe@harrisinteractive.fr

Jean-Daniel Lévy - Directeur du Département Politique & Opinion - 01 44 87 60 30 - jdlevy@harrisinteractive.fr